Une nostalgie maladive de tricontinentale ? - À propos de la gauche latino-américaine et du « campisme »

mardi 27 août 2019, par DREANO Bernard (Date de rédaction antérieure : 21 mai 2019).

Les mouvements de gauche progressistes latino-américains ont toujours été confrontés à l'hostilité permanente de l'impérialisme américain et de ses affidés locaux. Les États-Unis sont intervenus directement (avec leurs forces armées ou via des milices) pour imposer des régimes plus ou moins fantoches, favorables à leurs intérêts, notamment en Amérique centrale et aux Caraïbes, et cela dès le XIXe et au début du XXe siècle.

Sommaire

- 1. Camp socialiste contre
- 2. La « géopolitique de (...)
- 3. Pragmatisme luliste et
- 4. En défense de l'autoritaris
- 5. Pas universaliste mais

Après la Seconde Guerre mondiale et la signature du « Traité interaméricain d'assistance réciproque » de Rio en 1947, consacrant l'hégémonie US, ils sont intervenus notamment à Porto Rico (1950), au Guatemala (1954), à Cuba (1961), à Panama (1964), en République Dominicaine (1965)... Et bien entendu, après le coup d'État de Pinochet au Chili en 1973, avec la succession de prises de pouvoir par des juntes militaires et l'établissement des « dictatures gorilles » (Brésil, Argentine, Uruguay…) selon le plan « Condor » de la CIA. Puis, il y a eu les interventions à Grenade en 1983, au Nicaragua, au Salvador, au Honduras dans les années 1980, etc. Plus toutes les interventions et pressions politiques ou économiques plus discrètes. L'impérialisme des « gringos » n'avait rien d'un fantasme au XXe siècle. Et il persiste bien sûr au XXIe.

Ce qui ne signifie pas que tous les gouvernements des pays latino-américains aient été de simples agents des Américains ou de bourgeoisies compradores locales. Si le rêve de Simon Bolivar « d'États-Unis de l'Amérique du Sud » ne s'est pas réalisé, dans les différents États créés au XIXe siècle, divers régimes ont pu bénéficier de soutien des couches moyennes et populaires dans le contexte propre à chaque pays. Des mouvements nationalistes, libéraux, socio-démocrates, populistes autoritaires, ont ainsi pris le pouvoir, sans l'appui ou l'approbation des États-Unis et plus ou moins en contradiction avec eux : Alianza Popular Revolucionaria Americana (APRA) au Pérou, Acción Democrática au Venezuela, Péronisme en Argentine, Estado Novo de Guetulio Vargas puis ses sucesseurs au Brésil, Movimiento Nacionalista Revolucionario de Bolivie, etc. La gauche progressiste était généralement plutôt en opposition (parfois armée) avec ces régimes, mais pouvait aussi les soutenir, dans des conditions variables d'un pays à l'autre et selon les époques

1. Camp socialiste contre impérialisme « gringo »

Dans le contexte de la fin du XXe siècle et de l'affrontement bloc contre bloc, « camp libéral » contre « camp socialiste », les forces progressistes latino-américaines, et pas seulement les partis communistes orthodoxes (relativement peu influents sauf au Chili, au Brésil, à Cuba…), ont regardé naturellement vers le « camp socialiste » comme allié face à la violence de l'impérialisme américain. La révolution cubaine, qui s'est développée en dehors du giron de Moscou, a proposé, après 1959-62, une relecture radicale de l'anti-impérialisme qui a cherché à s'incarner dans l'OSPAAL *Organización de Solidaridad de los Pueblos de África, Asia y América Latina* « Tricontinentale », convergence des luttes de libération du Tiers monde, s'alliant autant que possible avec le « camp socialiste ».

Cette idée de convergence des luttes des peuples est devenue plutôt une logique d'alliance entre États, contre les États-Unis, à la tête du bloc capitaliste, d'abord avec l'URSS et les « démocraties populaires » du bloc socialiste et avec ses États alliés dans le tiers-monde. Fidel Castro a entériné cette conception dans son discours du 23 août 1968, « À propos des évènements de Tchécoslovaquie » [1], où, tout en reconnaissant la réalité de « problèmes intérieurs » en Tchécoslovaquie, il approuvait l'intervention armée des pays du pacte de Varsovie contre le « Printemps de Prague » et le gouvernement communiste tchécoslovaque, au nom de « la défense du camp socialiste ». Lors des dernières décennies de la guerre froide, Cuba, de plus en plus dépendant de Moscou, va œuvrer au sein du mouvement des non-alignés pour une ligne « campiste » (alliance politique et militaire des non-alignés avec le « camp socialiste ») contre par exemple la Yougoslavie de Tito ou l'Inde d'Indira Ghandi…

Pendant ces années de guerre froide cependant, en dehors de l'aide soviétique (considérable) à Cuba, l'appui concret du « camp socialiste » aux mouvements progressistes latino-américains restera essentiellement rhétorique (et parfois totalement inexistant).

Dès avant la chute de L'URSS et la disparition du « camp socialiste » entre 1989 et 1991, les Américains avaient commencé à infléchir leurs positions concernant l'Amérique latine. Les États-Unis, qui apparaissaient en 1989-91 comme les grands vainqueurs de la guerre froide, n'avaient plus besoins de « tenir » les États latino-américains avec des dictatures. En contribuant à « assouplir » les dictatures militaires gorilles, et laisser réémerger des courants politiques libéraux-démocrates, sociaux-démocrates, populistes, puis progressistes (Chili 1988-90, Brésil 1985-1995, Argentine 1983-1995, Uruguay 1980-85…) ; une politique plus ou moins activement soutenue également par l'Union européenne et le Vatican.

Ce « moment » hégémonique américain annoncé alors par le brésilien Alfredo Valladão [2] n'a duré que le temps de deux guerres dans la région du Golfe arabo-persique (1990-2003). Ces expéditions « impériales » vont globalement échouer, marquant les limites de l'hégémonie américaine.

2. La « géopolitique de gauche » latino-américaine

À la fin du XXe siècle, tant la situation régionale de l'Amérique latine que la situation mondiale ont profondément changé.

Régionalement, des mouvements progressistes (ou supposé tels) se développent un peu partout, des Zapatistes au Mexique jusqu'au mouvements sociaux brésiliens et au Parti des travailleurs (PT), en passant par le réveil des peuples autochtones. Des progressistes – ou s'affirmant comme tels – de diverses orientations, vont accéder au pouvoir : Brésil 2002 (Lula), Venezuela 2002 (Chávez),

Uruguay 2004, Bolivie 2006, Équateur 2006, Nicaragua 2006, Chili 2006, Argentine 2007, Paraguay 2008…

À l'échelle mondiale, le capitalisme financier néolibéral domine sans partage le monde, si ce n'est quelques cas de variantes où le rôle économique de l'État demeure puissant (essentiellement la Chine… et les États-Unis). Les États-Unis sont toujours la principale puissance économique et militaire, mais l'emprise du néolibéralisme capitaliste sur le monde ne s'est pas traduite sur le terrain par un empire américain cohérent.

Contexte nouveau, mais sur lequel une partie des mouvements progressistes et de la gauche latino-américaine vont plaquer l'analyse « campiste » de la période antérieure. Ce nouveau « campisme » consiste à considérer que les Américains, et secondairement leurs alliés, sont les *deus ex machina* du monde, initiateurs de tous les conflits, et que toute puissance ou mouvement qui s'opposerait à eux (ou serait supposé le faire) est un allié du camp anti-impérialiste. En sont supposés membres, en fonction de leur opposition supposée à l'impérialisme américain (mais pas au capitalisme) : la république islamique d'Iran (en confrontation avec l'alliance américano-saoudo-israélienne, mais par ailleurs favorable au capitalisme néolibéral), et les partis islamistes chiites au Liban ou en Irak, certains régimes ex-progressistes, latino-américains, devenus des pouvoirs kleptocratiques mafieux comme au Nicaragua, africains comme le Zimbabwe de Mugabe, ou arabes comme la Syrie du clan Assad-Makhlouf, la Biélorussie de Loukachenko et bien sûr et avant tout la Russie de Poutine… La République populaire de Chine, « stalino-thatchérienne », dont l'épargne est placée en bons du Trésor américain, l'Inde national-hindouiste de Modi, la Corée du Nord, autant d'États qui pourraient aussi en être membres…

Les affrontements et tensions inter-impérialistes d'aujourd'hui, ne sont pas comparables à l'affrontement des blocs idéologiquement antagoniques d'hier, même si se développent une nouvelle rhétorique de guerre froide et une nouvelle réalité de course aux armements, surtout depuis que Donald Trump est à la Maison blanche, que la Chine s'affirme et que la Russie cherche à retrouver un statut de puissance mondiale.

Mais, pour beaucoup de « campistes », on va remplacer toute compréhension du réel par la mythologie de l'affrontement du camp du Bien et du camp du Mal [3]. C'est ce que l'Argentin Rolando Astarita appelle une « tradition de géopolitique de gauche » en Amérique latine [4] : si les États-Unis sont le mal, les ennemis des États-Unis sont le bien. À l'axe du mal repris par Bush-junior [5], on oppose celui du bien comme l'a fait Hugo Chávez. Quand le leader vénézuélien s'est rendu en visite en 2007-2008 à Moscou, Minsk, Téhéran, au Viêt-Nam et au Bénin, c'est d'abord, dit-il lui-même, pour contribuer à briser un isolement diplomatique et économique que cherchait à lui imposer Washington. Mais, dans le choix des capitales visitées, on entend la nostalgie de ce camp socialiste d'antan.

Évidemment, l'impérialisme « gringo » se manifeste toujours en Amérique latine. Il est tout à fait légitime et nécessaire que des gouvernements qui se veulent progressistes cherchent à se libérer des contraintes du capitalisme financier et des multinationales et des pressions et ingérences américaines, et à développer des relations multilatérales et des alliés extérieurs. Mais pas seulement en considérant que « les ennemis de mes ennemis sont mes amis ». Le « campisme » revient pourtant non seulement à privilégier les « ennemis de mes ennemis », mais à les considérer comme un ensemble stratégiquement cohérent. C'est ce que font de nombreux partis et mouvements latino-américains et les gouvernements « bolivariens ».

_3. Pragmatisme luliste et idéologisme bolivarien

Au début du XXIe siècle, pendant la période de développement de la gauche latino-américaine et la conquête du pouvoir dans de nombreux pays, les observateurs ont cru distinguer deux voies, l'une supposée « réformiste » du Brésil de Lula et plus encore du Chili de Bachelet, l'autre « radicale », du Venezuela de Chávez et de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA), fondée en 2004 à La Havane par Fidel Castro et Hugo Chavez et regroupant Cuba, le Venezuela, la Bolivie, le Nicaragua, l'Équateur, et plusieurs petits pays des Caraïbes.

Le Brésil a, pendant cette période, tenté de diversifier ses relations économiques et politiques avec des partenaires multiples, du côté de l'Union européenne, mais aussi de la Chine et l'Inde (et d'agir au sein du regroupement informel des BRICS – Brésil, Russie, Chine, Afrique du Sud) de développer, au moins en parole, la volonté d'une coopération Sud-Sud, notamment vers l'Afrique (non exempte de tentations de jouer un rôle de puissance dominante) [6] ou mener des actions diplomatiques, comme en 2010 avec la proposition de la Turquie et du Brésil pour régler la question du nucléaire iranien [7].

En pratique, la politique du Venezuela chaviste n'était pas tellement différente, cherchant à développer des relations avec les autres pays émergents, Brésil, Chine, et, dans une moindre mesure, Inde, et de trouver des convergences tactiques avec d'autres producteurs de pétrole, d'abord Iran et Russie, tout en continuant à être, sur le plan technique et de marché, dépendant des États-Unis). Mais Hugo Chávez a voulu donner à ces relations une portée « universaliste » [8] , un sens politique et idéologique.

Ainsi, par exemple, dans le passé, le Venezuela comme producteur de pétrole s'est souvent trouvé allié de l'Iran au sein de l'OPEP (même du temps du Shah) face aux positions saoudiennes souvent conformes aux intérêts des compagnies américaines, et c'était encore le cas lors de la visite du président de la république islamiste à Caracas en 1997. Par la suite, Hugo Chávez a donné un autre sens à cette coopération, celle d'un axe stratégique anti-impérialiste proclamé lors d'une visite du président iranien Khatami à Caracas en 2005. Politique réaffirmée avec plus de force encore quand c'est le président conservateur Ahmedinejad qui a succédé au réformiste Khatami et à qui Chávez propose d'intégrer l'ALBA et de former un « axe d'unité » contre l'impérialisme américain.

Lors de la seule visite que le syrien Bachar Al-Assad ait faite en Amérique latine en 2010, Chávez développera sa vision du « camp anti-impérialiste » nouveau : Nous « sommes décidés à relier, de Caracas à Minsk, de Minsk à Téhéran, de Téhéran à Damas, tous les foyers d'un monde nouveau, (…) multipolaire ; une grande toile politique, économique, scientifique, énergétique, alimentaire, sociale, culturelle, de paix, de coopération, de fraternité et de respect, qui en sera le centre de gravité » (…) « Un jour, l'impérialisme deviendra un tigre de papier, et nous, tous ensemble, des petits tigres de fer » [9].

Quand surviennent les révoltes du printemps arabe, les gauches latino-américaines sont généralement désorientées : des révoltes contre des régimes « pro-impérialistes », fort bien, mais contre des régimes supposés « anti-impérialistes » comme ceux de Kadhafi et d'Assad ? Cela traduit d'abord une méconnaissance totale de la réalité sociale et politique de ces pays et de leurs évolutions géopolitiques.

En 2011, Chavez appelle à soutenir Kadhafi, d'autant que les insurgés de Benghazi ont débaptisé le stade de foot « Hugo Chávez » de la ville. Et il va adopter la position qui était celle de Fidel Castro en 1968 concernant la Tchécoslovaquie : soutien inconditionnel au membre du « camp ». Lors d'une réunion de l'ALBA en 2013, non sans avoir demandé conseil aux Iraniens et aux Russes, la « gauche

bolivarienne » dans son ensemble décide de soutenir le régime fascisto-mafieux de Bachar Al-Assad.

4. En défense de l'autoritarisme

L'expression la plus aboutie du campisme, qui est celle d'Hugo Chavez, a donc consisté à considérer les régimes « anti-impérialistes » du Sud comme une résurgence des régimes progressistes du tiers-monde de l'époque de fin du colonialisme, et de tenter de reconstituer une nouvelle Tricontinentale comme Fidel Castro en 1966, avec l'ALBA comme moteur. Et de trouver des alliés du côté de la Russie ou de la Chine, qui, certes, ne constituent pas un camp « socialiste », mais sont plus ou moins, selon les moments, en conflit avec les États-Unis.

Ce projet a échoué. L'ALBA est restée sans consistance. Au-delà des proclamations politiques, la coopération concrète avec les alliés du « camp » est restée limitée (en dehors de la coopération entre le Venezuela et Cuba et de l'aide du Venezuela au régime nicaraguayen devenu entretemps mafieux).

À l'échelle continentale, à la vague progressiste des années 2000, s'est substituée progressivement une vague réactionnaire de la fin des années 2010, par montée de nouvelles forces farouchement néolibérales, conservatrices et autoritaires (à l'instar de Donald Trump ou de Jair Bolsonaro), mais aussi par involution des régimes progressistes eux-mêmes, dans un sens autoritaire et conservateur.

S'interrogeant sur cette involution, l'ancien ministre bolivien Pablo Solon constatait en 2016 que les régimes progressistes, notamment en Amérique latine, même s'ils avaient généré « d'importantes transformations », avaient pour la plupart fini par être récupérés « par les logiques du capitalisme et par le pouvoir ». Une soumission plus ou moins consentie à l'ordre du néolibéralisme et une logique de pouvoir qui, au moment où « il fallait renforcer plus que jamais le contre-pouvoir des organisations (…), promouvoir de nouveaux leaderships », a au contraire conduit à « centraliser plus encore le pouvoir des chefs », transformer « le parlement en appendice de l'exécutif » et « entretenir le clientélisme » [10]. De même, le sociologue vénézuélien Edgardo Lander souligne que la faiblesse croissante du régime Chávez-Maduro s'explique notamment par « la profonde contradiction entre la promotion active des organisations de base et le fait que ces organisations de base n'étaient, en général pas vraiment autonomes », et sans « aucun effort sérieux en direction d'une autonomie économique ou d'une démocratie économique » [11].

En Amérique latine, le discours stratégique de la gauche s'est construit pendant la période de la guerre froide et les débats sur les expériences progressistes sont restés dans ces schémas.

Les mesures sociales, les éléments de pouvoirs populaires, mis en place dans les premières années, sont interrompus ou remis en cause, ou bien vidés de contenu, mais la posture anti-impérialiste et le discours antiyankee demeurent un marqueur de gauche… qui justifient le « campisme »…, lequel justifie à son tour les campagnes des droites ultra-conservatrices et des Américains contre certains de ces régimes dans un mauvais remake de la guerre froide.

Ce « campisme »-là à une autre « vertu ». Celle de justifier l'autoritarisme croissant des anciens régimes progressistes. Et de se tourner en particulier vers le « grand frère russe » où se mêlent nostalgie pour le « socialisme réel » d'antan et sympathie pour la Russie de Vladimir Poutine (sympathie partagée aussi bien par le hongrois Viktor Orbán, la française Marine Le Pen, le turc Recep Tayyip Erdogan ou… Evo Morales) . Poutine à tout à y gagner, retrouvant sans avoir à déployer de grands efforts, un statut de puissance qui compte dans le monde.

5. Pas universaliste mais nationaliste

Comme le souligne Rolando Astarita : « À l'époque de l'Union soviétique, la géopolitique constituait un soutien au socialisme réel » supposé universel, « celle de Vladimir Poutine suppose la souscription du nouvel autoritarisme russe, qui n'est pas universaliste mais nationaliste » [12].

Le « campisme » reste dominant dans les gauches latino-américaines. Ce ne sont pas les seules. Il est aussi très prégnant dans une certaine gauche nord-américaine et parfois européenne. Et plus encore dans la gauche traditionnelle arabe. Comprenons-nous bien : un gouvernement progressiste, ou simplement se voulant indépendant, doit tenir compte des réalités géopolitiques du moment, des menaces de certains États ou gouvernements hostiles, des diktats des puissances financières, des agissements des multinationales, et il peut passer des alliances tactiques avec d'autres États, diversifier ces partenariats économiques et financiers, etc.

Mais les mouvements progressistes ne peuvent se soumettre à une « géopolitique » dépourvue de sens émancipateur, ignorer tout de la lutte des peuples (par exemple combattre la lutte du peuple syrien contre une régime fasciste et corrompu et soutenir celle du peuple égyptien contre un régime corrompu et fasciste), couvrir les erreurs, la corruption et les dérives autoritaires au nom de l'unité anti-impérialiste d'un fantomatique « camp ».

L'internationalisme consiste à construire la solidarité des peuples en lutte pour leurs droits nationaux et culturels, économiques et sociaux, environnementaux, pour l'égalité de tout.e.s les citoyen.ne.s, pour la paix. Le « campisme » est une forme de relations entre États à laquelle se soumettent les partis et mouvements progressistes, qui va à l'encontre de l'internationalisme.

En Amérique latine, comme dans d'autres parties du monde, de nombreux militants cherchent à comprendre l'échec des expériences progressistes latino-américaine des années 2000, et à refonder la gauche [13]. Parmi les impasses, idéologiques pour les mouvements, il y a cette croyance, pratique pour certains gouvernements, en la possibilité du « camp » qui n'est qu'une subordination à des logiques d'États autoritaires.

Bernard Dreano

Notes

[1] Allocution par le commandant Fidel Castro – le vendredi 23 aout 1968 – pour analyser les évènements de Tchécoslovaquie, Instituto del Libro, La Havane 1968.

[2] Alfredo Valladão : Le XXIe siècle sera américain, La Découverte, 1993.

Denis Collin : « En finir avec les théories du super-impérialisme et de la division du monde en camps. Remarques liminaires sur l'insondable bêtise d'une partie de la gauche radicale ».

[4] Rolando Astarita : " La tradición de la geopolítica de izquierda"

[5] L'expression est utilisée pour la première fois par Georges W . Bush dans son discours sur l'état de l'Union en 2002 pour justifier son attaque prochaine contre l'Irak. Il cite alors L'Iran, l'Irak et la Corée du Nord (tout sauf un « axe »).

[6] Enrique Ventura : « La diplomatie Sud-Sud du Brésil de Lula, entre discours et réalité » , Brésil 2010, Institut d'études politiques de Grenoble.

[7] Ali Kazancigil « La diplomatie tous azimuts de la Turquie : émergence d'une puissance moyenne

en Méditerranée », Confluences Méditerranée, 2010/3 (N° 74).

[8] Elodie Brun : « Une continuité à toute épreuve, la politique étrangère de Nicolas Maduro ».

[9] Prensa MPPRE, 20/10/2010, cité par Fabrice Andréani : « Les équivoques de l'(anti-)impérialisme : le Venezuela et la (contre-)révolution arabe » Université Lyon 2 / Triangle

[10] Pablo Solon : "Algunas reflexiones, autocríticas y propuestas sobre el proceso de cambio en Bolivia", 26 février 2016.

[11] Edgardo Lander : " Left Media Coverage of Venezuela Questioned", The Real News Network, 3 mai 2019.

[12] Rolando Astarita op. cit.

[13] cf. L'ouvrage collectif O Eclipso do progresismo, a esquerda latino-americana en debate, publié en portugais par Elefante Editora, avec de nombreuses contributions de tout le sous-continent, introduction Emilio Horacio Taddei (Argentine).

P.-S.

• Les Possibles. Numéro 20 - Printemps 2019. Mardi 21 mai 2019 : https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-20-printemps-2019/dossier-lien-entre-l-evolution-des-rapports-internationaux-et-la-democratie/article/une-nostalgie-maladive-de-tricontinentale

• À propos de l'auteur/trice
Bernard Dreano est président du Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM). Il est l'auteur de « (In)sécurités humaines : Les luttes pour la paix au XXIe siècle »